



Agence internationale de l'énergie atomique

CIRCULAIRE D'INFORMATION

INF

INFCIRC/440

6 mai 1994

Distr. GENERALE

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

**COMMUNICATION DATEE DU 4 AVRIL 1994 ADRESSEE
A L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
PAR LA MISSION PERMANENTE
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE**

Le texte ci-joint d'une déclaration faite le 4 avril 1994 par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée est distribué à tous les Etats Membres de l'Agence à la demande de la mission permanente de la République populaire démocratique de Corée.

Déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la RPDC

(Pyongyang, 4 avril 1994)

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a invité la RPDC, dans une "déclaration présidentielle" datée du 31 mars, à accepter de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique une inspection supplémentaire déraisonnable, imposant ainsi une exigence injustifiable à la RPDC.

La "question nucléaire" qui nous concerne n'est pas, par nature, un sujet dont peut débattre le Conseil de sécurité. Nos installations nucléaires ont déjà fait l'objet d'une inspection, ce qui est suffisant pour assurer la continuité des garanties, comme convenu avec les Etats-Unis et l'AIEA. Il n'y a pas de place pour le doute à cet égard.

Les divergences de vues, s'il y en a eu au cours de l'inspection, auraient dû, en tout état de cause, être résolues entre l'AIEA, qui est de fait responsable de l'inspection, et le pays qui faisait l'objet de cette inspection.

Néanmoins, le Conseil de sécurité s'est empressé d'inscrire à son ordre du jour, pour en débattre, la question des inspections en RPDC et d'adopter une "déclaration présidentielle". Pourquoi ? La raison est limpide.

Dans le prolongement de leur politique hostile d'étouffement de la RPDC, les Etats-Unis avaient besoin d'un lieu de débat politique, en l'occurrence le Conseil de sécurité, et devaient inventer un prétexte, telle qu'une "déclaration présidentielle", pour exercer des pressions.

Il est manifestement contraire aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies que le Conseil de sécurité, dont la mission est de garantir la paix et la sécurité dans le monde, débattre de la question qui nous intéresse sur la base d'une "conclusion" déraisonnable et partielle du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, aux termes de laquelle "l'ampleur du manquement à l'accord de garanties s'est accrue".

C'est une réalité que les Etats-Unis et quelques puissances occidentales qui considèrent notre système socialiste comme une épine plantée dans leur chair peuvent, au besoin, disposer librement des organisations internationales afin de nuire à des petits pays comme le nôtre. Nul ne peut le nier.

Pour accomplir réellement sa mission, le Conseil de sécurité devrait s'occuper des Etats-Unis, qui menacent gravement la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne avec des armes nucléaires puissantes, et gênent la solution de la question nucléaire, ainsi que des autorités sud-coréennes, leurs acolytes.

Il ne faut pas manquer de noter que le Conseil de sécurité a déraisonnablement mis en cause la RPDC au sujet de ses activités nucléaires pacifiques, tandis qu'il refusait de voir que des pays se sont lancés dans de dangereuses surenchères nucléaires sous le patronage des Etats-Unis.

Cela montre que le Conseil de sécurité joue le jeu des Etats-Unis et exécute la politique hostile de ce pays pour étouffer la RPDC, appliquant ainsi deux poids deux mesures.

Cette fois-ci, le Conseil de sécurité s'est associé à la politique hostile des Etats-Unis à l'encontre de la RPDC en incluant la question du manquement à l'accord de garanties dans la "déclaration présidentielle", ignorant à dessein l'essence de la "question nucléaire" qui nous concerne.

L'accord de garanties a virtuellement cessé d'être en vigueur, son application s'étant interrompue dès le moment où la RPDC a suspendu temporairement l'exécution de son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) afin d'entamer des négociations avec les Etats-Unis.

C'est par souci de démontrer la transparence de nos activités nucléaires que nous avons jusqu'à présent accepté seulement l'inspection destinée à assurer la continuité des garanties, comme geste volontaire marquant nos bonnes intentions. Il s'agissait d'une inspection conforme à notre situation spéciale.

Ne pouvant nier cet état de fait, les Etats-Unis et l'AIEA ont accepté l'idée proposée par la RPDC d'une inspection qui se limite à assurer la continuité des garanties, au lieu des inspections régulières et des inspections *ad hoc* prévues par l'accord de garanties.

L'invitation à respecter l'accord de garanties et à accepter une inspection supplémentaire n'a par conséquent absolument aucun sens pour la RPDC, qui se trouve maintenant dans une situation spéciale, reconnue publiquement.

Il ne s'agit pas là de vaines paroles. Nous avons systématiquement mené une politique ferme d'indépendance et de rectitude en matière de relations extérieures et n'avons jamais changé de position après l'avoir expliquée.

Le Conseil de sécurité, avant d'exiger de nous que nous acceptions une inspection supplémentaire, devrait commencer par prendre des mesures pour corriger l'acte déraisonnable du Secrétariat de l'AIEA, qui a accru l'ampleur de la partialité à notre rencontre, se prosternant ainsi devant les grandes puissances.

Le Secrétariat de l'AIEA doit s'excuser dûment pour avoir encore élargi le champ de la partialité, se joignant ouvertement aux Etats-Unis dans leurs intrigues contre la RPDC.

Nous ne manquerons pas de demander au Secrétariat de l'AIEA pourquoi il fait preuve de cette partialité grandissante à notre égard au lieu de s'excuser.

Aujourd'hui, les Etats-Unis lèvent encore un peu plus le voile sur leurs actes visant à intensifier une campagne de pressions internationales à l'égard de notre République, en agissant sur le Conseil des gouverneurs de l'AIEA et sur le Conseil de sécurité de l'ONU. Ils n'ont pas hésité à créer un environnement extrême pour exercer une pression militaire, menaçant de reprendre les exercices militaires communs "Team Spirit" et de "n'avoir aucun scrupule quant à une seconde guerre de Corée". Les faits prouvent à l'évidence que les Etats-Unis n'ont aucune intention de résoudre la question nucléaire et que leur objectif est avant tout de mettre en application leur politique hostile d'étouffement de la RPDC, en envenimant délibérément la situation sur la péninsule coréenne.

A leur suite, les autorités sud-coréennes elles aussi tentent, en ligue avec l'Etat nucléaire, de reprendre à tout prix les exercices de guerre nucléaire dirigés contre nous tout en recevant sans cesse des armes nucléaires et en accélérant leur propre développement nucléaire. Cela montre virtuellement que les autorités sud-coréennes n'ont aucun respect pour la Déclaration conjointe sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et qu'au contraire elles s'engagent sur la voie criminelle qui conduit à l'infirmité de cette déclaration.

Puisque les Etats-Unis ont choisi, de façon partielle, d'exercer des pressions sur nous, revenant sur tous leurs engagements pris envers nous, nous ne pouvons que normaliser nos activités nucléaires pacifiques, que nous avons gelées unilatéralement en vue des pourparlers RPDC-Etats-Unis.

Les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes ont l'intention de se servir de la "déclaration présidentielle" du Conseil de sécurité comme point de départ pour accélérer la campagne de pression à notre encontre, mais cela ne produira jamais aucun effet sur nous.

Plus les Etats-Unis et leurs partisans s'acharneront à tenter d'étouffer notre propre modèle de système socialiste, plus la loyale unité de notre parti, de notre peuple et de notre armée populaire gagnera en puissance.

C'est notre volonté inébranlable et notre politique de répondre à la force par la force et au dialogue par le dialogue. La politique hostile d'étouffement de la RPDC menée par les Etats-Unis ne peut que se solder par un échec. Nous cherchons sans relâche à aboutir à une solution pacifique de la question nucléaire.